

La voix des parents des quartiers populaires

En réaction aux discours stigmatisant la prétendue démission parentale, des universités populaires de parents se sont créées en France. Des femmes des quartiers populaires prennent la parole pour la première fois et démontrent la perversité d'un discours idéologiquement dangereux. Reportage à Saint-Priest, tout près de Lyon.

Saint-Priest (Rhône), envoyée spéciale.

« **E**n tant que parents, nous faisons partie de l'université populaire de parents de Saint-Priest et on fait une recherche pour essayer de connaître et comprendre d'où vient l'image des quartiers populaires. On veut trouver des solutions pour faire changer les choses pour les familles des quartiers. Votre avis compte pour nous. » Elles sont huit femmes, elles s'appellent Jennifer, Saoucen, Sonia, Lessia... Elles ont la trentaine, entre deux et quatre enfants, habitent Saint-Priest et, pendant des semaines, n'écoutant que leur courage, elles ont interpellé une centaine d'habitants de cette ville du Rhône pour leur soumettre un questionnaire d'une vingtaine de minutes! Soit dans le hall de la mairie, soit dans la zone commerciale du supermarché Auchan. Puis elles ont mené des entretiens plus longs, en individuels, et organisé un forum à la mairie. Un ouvrage paraîtra bientôt avec les résultats.

Depuis, tout le monde se les arrache. La mairie d'abord, socialiste, qui n'hésite pas à dire que, grâce à elles, le regard sur la parentalité a changé. Mais aussi les directeurs d'école, de collège, les associations, tous sont impressionnés et ont enfin envie de travailler avec des parents.

Cette parentalité est devenue en quelques années un enjeu de société qui divise, un miroir des projections des plus réactionnaires aux plus infantilisantes. Le plus souvent, comme le dit Stéphane Gibernon, directeur de la MJC Jean-Cocleau où nous avons rendez-vous, « on aimerait leur faire plus de place, mais on ne sait pas comment faire ». Avec le travers institutionnel que l'on connaît, « penser à leur place », « décider à leur place », en leur imposant des normes éducatives. Comme disait la philosophe Hannah Arendt: « *Quiconque se propose d'éduquer les adultes se propose en fait de jouer les tuteurs et de les détourner de toute activité politique.* »

Plus grave, on les accuse aujourd'hui de tous les maux, pointant leur défaillance, leur irresponsabilité, leur manque d'autorité. Et pas n'importe quels parents, ceux des classes populaires bien sûr. Le rapport Bockel, remis en novembre 2010 à Nicolas Sarkozy, est, de ce point de vue, édifiant. « *Face à une parentalité en berne, en échec ou en difficulté* », devront « être généralisées les écoles de parents et développé le *coaching parental* ». Nous sommes loin, j'ai, de l'école des parents et des maisons vertes chères à Françoise Dolto. Il s'agit plutôt d'un véritable renversement de valeurs, où il est désormais question de stigmatisation, d'infantilisation et de contrôle de parents jugés déficients à qui il faudra désormais imposer des « *contrats de responsabilité parentale* » avec, en mesure phare, la suspension des allocations familiales en cas

La démarche est de permettre aux parents de devenir acteurs, chercheurs, citoyens.

d'absentéisme scolaire. Il est désormais question d'individualisation des problèmes sociaux dont les parents sont jugés coupables. Le tour de passe-passe idéologique est de taille: la question sociale est envoyée aux oubliettes.

Conscience de la dangerosité de ce projet politique, l'Association des collectifs enfants, parents et professionnels (Acep), mouvement né dans le sillage de 1968, a décidé de lancer en 2005 une initiative très originale, les universités populaires de parents (UPP). On en compte aujourd'hui une douzaine en France. L'idée est de faire travailler ensemble des parents, des professionnels et des universitaires sur des questions aussi importantes que le décrochage scolaire, la transmission des valeurs, la cohérence éducative... Faisant référence au

mouvement des universités populaires du début du XX^e siècle, la démarche est de permettre aux parents de devenir acteurs, chercheurs, citoyens. Lancée en 2008, l'université populaire de parents de Saint-Priest oriente sa recherche sur cette question de la mauvaise représentation de l'éducation des familles populaires et sur ses effets sur ces familles et l'image qu'elles se font d'elles-mêmes.

Les actrices de ce projet se sont rencontrées dans les espaces parents-enfants installés dans la commune. Toutes racontent, au départ, la nécessité de sortir de la solitude, de se faire des amies, de socialiser leur petit avant l'entrée à l'école, de summonter à plusieurs les galères ou les coups durs, comme pour Jennifer Sedrati, âgée de vingt-six ans, qui s'est retrouvée seule à élever ses quatre petits de sept ans pour l'aîné à deux ans et demi pour le dernier. Aujourd'hui, elle a le projet d'ouvrir un restaurant dans le quartier. Elle sait désormais prendre la parole devant les institutions. Ces femmes ont des connaissances et peuvent produire des connaissances utiles à leur environnement. Et même si « *elles courent beaucoup entre leurs enfants et les réunions*, raconte Sophie Maurer, la coordinatrice de l'UPP Saint-Priest, *elles ne lâchent rien. Les maris, quand ils sont là, viennent les écouter pendant leurs interventions et gardent les petits quand il y a des réunions* ».

Saoucen Sahrouf, trente et un ans, est mère de trois garçons de cinq ans, trois ans et deux ans. Cassière à Carrefour Market en CDL, elle est encore en congé parental. Son mari, technicien d'atelier dans une entreprise de fabrication de pièces pour du matériel médical, a désormais une bonne place. La famille souffle car, après s'être fait renverser par un bus, son mari s'est fait licencier en janvier 2009, alors que Saoucen était enceinte du petit dernier. « *La crise a fait fermer sa boîte de l'époque, et suite à* »



160

► C'est le nombre de cas de suspension d'allocations familiales. Le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, s'est dit réjoui que « *seules* », 160 familles se soient vu suspendre les allocations familiales depuis l'entrée en vigueur du décret de la loi Clôti. Cette loi défendue par le député UMP adoptée en juin 2010, permet désormais à l'inspecteur d'académie, à la suite de quatre demi-journées d'absentéisme scolaire, d'alerter la CAF.

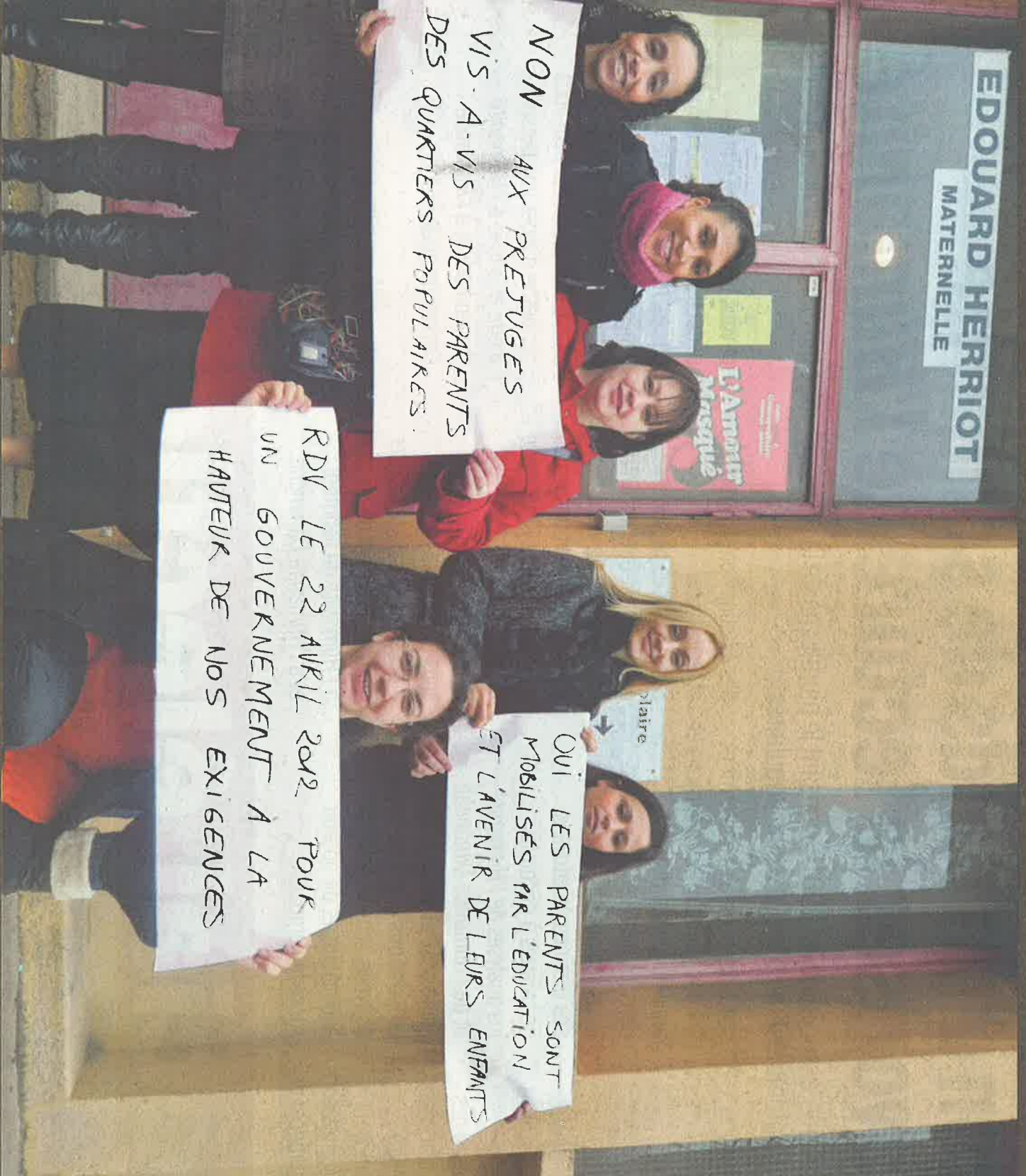
43 %

► des Français pensent que les conditions de vie dans les quartiers sensibles se sont dégradées. Ce même sondage Ipsos-France Bleu, réalisé en avril 2011, montre également que les principaux intéressés, à savoir les habitants de ces quartiers, ne sont que 32 % à faire ce même constat. Ils sont même 18 % (contre 11 % pour l'ensemble des Français) à percevoir une amélioration.

52,6 %

► des personnes vivant dans les quartiers sensibles sont issues de l'immigration.

EDOUARD HERRIOT
MATERNELLE



NON AU COACHING PARENTAL !

Saoucen l'assure, les parents ne sont pas démissionnaires : « Ils ne sont pas aidés. Quand ils ne parlent pas français ou quand une maman doit cumuler trois boulots parce qu'elle élève seule ses enfants, c'est très dur. Alors qu'on ne nous parle pas de coaching parental ! C'est r'importe quoi ! » Saoucen comme Lessia se souviennent des premiers mois de leurs petits, de tout ce qu'elles ne savaient pas. Des moments de découragement, d'épuisement, de sensation d'être débordées. De l'aide, elles en ont trouvée auprès des relais de parents. Aujourd'hui, elles sont actives au sein de l'université populaire de parents et réfléchissent ensemble sur le devenir de leur quartier et sur l'éducation de leurs enfants. Alors, que l'État leur dicte la façon d'élever leurs enfants, pas question ! Encore plus quand ce dernier est incarné par un président qui veut nettoyer les cités au Kärcher, « ou qui ressemble tellement à sa marionnette, abonné aux magazines people », s'indigne Saoucen. (Photographie réalisée par Roland Quandt/KR Images Presse).

NON
AUX PRESTIGES
VIS-A-VIS
DES PARENTS
DES QUARTIERS
POPULAIRES.

RDV LE 22 AVRIL 2012 POUR
UN GOUVERNEMENT A LA
HAUTEUR DE NOS EXIGENCES

OUI LES PARENTS SONT
MOBILISES PAR L'EDUCATION
ET L'AVENIR DE LEURS ENFANTS

CE QU'IL FAUT CHANGER EN 2012

JENNIFER SEBRATI, MÈRE AU Foyer :
En 2012, il faut que la mentalité des hommes politiques change. Surtout du côté du Front national. La France n'appartient pas aux Français. Les Algériens sont aussi battus pour la France.

ATHALIE PROU, AUXILIAIRE DE PUÉRICULTEUR EN CONGÉ PARENTAL : « Il faut que ça aille mieux économiquement. Aujourd'hui, on travaille plus pour gagner plus. Ça tire sérieusement sur la corde. Mon mari a des heures supplémentaires mais c'est dur. »

LESSIA GUETMAN-OUSSALAH, MÈRE AU FOYER :
Je veux que ça change à la préfecture dans l'accueil des étrangers. Je dois m'y rendre une fois tous les deux mois, c'est affreux, on est maltraités, mal accueillis.

SAOUCEN SAÏTOUR, HÔTESSE DE CAISSE EN CONGÉ PARENTAL : « En 2012, je voudrais que la crise s'arrête, qu'il y ait plus de travail et moins de chômage. Et que tout Nicolas Sarkozy ne passe pas. »

« **son long arrêt maladie, on s'est retrouvés abusivement sans revenu pendant quatre mois. Grâce au réseau de parents que je m'étais constitué, j'ai pu contacter une assistante sociale qui nous a aidés à tenir.** »

Sonia Ben M'Barek aussi élève ses quatre enfants de douze à quatre ans, seule. Avec une formation dans la couture, elle espère retrouver un emploi « mais comment faire avec quatre gosses pendant les vacances, le centre aéré coûte 4,50 euros par jour et par enfant » ! Quant à Lessia Guetman-Oussalah, trente ans, elle est mère de trois garçons de huit, cinq et trois ans. Elle est mariée, propriétaire de son appartement et mère au foyer.

« **Quand nous avons interrogé les gens dans la rue sur la perception qu'ils avaient de leur quartier, beaucoup de personnes âgées nous ont dit : "Il faut tout brûler ou raser." On a trouvé ça choquant,** raconte Lessia, installée depuis un an à Saint-Prest. **Moi, j'ai quitté l'Ukraine, puis j'ai choisi ce quartier parce qu'il est calme et j'ai pu m'y faire des amies.** » Les médias sont pointés du doigt. « **Ils montrent des jeunes en colère ou des voitures qui brûlent mais ne montrent jamais comment nous partageons nos repas lors des fêtes de quartier** estime Jennifer. **Je suis née ici, je connais la solidarité des habitants de mon**

quartier. Nous vivons la mixité et le mélange des nationalités et on aime ça. » Sonia est du même avis : « **Ce sont des quartiers qui vivent, qui ne triment pas forcément avec racaille. Mais c'est vrai que les gens ferment davantage leur porte aujourd'hui.** »

Côté politique, toute n'ont qu'un seul mot à dire : « **Nous ne savons pas encore pour qui nous allons voter mais nous savons pour qui nous n'allons pas voter...** » Comprendre Nicolas

« Ce sont des quartiers qui vivent, qui ne riment pas forcément avec racaille. Mais c'est vrai que les gens ferment davantage leur porte aujourd'hui. »

Sarkozy. « **Il a une mauvaise image de nos quartiers et en donne une mauvaise image** », confie Jennifer. Nathalie supporte mal les attaques répétées contre l'école de la République. La baisse des effectifs enseignants, la suppression de leur formation. « **Et puis, à part envoyer des jeunes se faire tuer en Afghanistan, il n'a rien fait. Il faut une femme au pouvoir, les femmes tiennent leurs promesses** », lance Jennifer.

MAUD DUGRAND

Colloque le 30 janvier, Cité internationale universitaire de Paris, 17, boulevard Jourdan, Paris 14^e
Inscription sur le site : www.acepp.asso.fr

MARDI PROCHAIN
A Saint-Dizier (Haute-Marne),
« Produire en France »...
avec les anciens de McCormick.